

LE MIROIR

PUBLICATION HEBDOMADAIRE, 18, rue d'Enghien, Paris.



LE CHEF SUPRÊME DE L'ARMÉE FRANÇAISE

Voici le général Joffre, chef d'État-Major général de l'armée française, celui-là même dont la stratégie s'oppose à celle du général de Moltke, chef d'État-Major général de l'armée allemande.

LES PREMIERS DÉPARTS DE MOBILISÉS, LE 2 AOUT



LA FOULE ÉMUE ET VIBRANTE ASSIÈGE LA GARE DE L'EST

Dimanche 2 août 1914... une date qui restera historique. Quarante-quatre ans après la mobilisation fiévreuse qui devait aboutir à un désastre, nos hommes s'en sont allés, admirables de sang-froid et de confiance, vers la frontière. A la gare de l'Est, le spectacle

était grandiose. Les femmes elles-mêmes savaient dominer leur émotion pour cacher leurs larmes à ceux qui partaient. Sans cesse des tramways, des autos, de simples charrettes amenaient par le boulevard de Strasbourg de nouveaux soldats calmes et confiants.



UN AUTRE ASPECT DU DÉPART DEVANT LA GARE DE L'EST

Une musette à l'épaule, et dans un paquet le "jour de vivres" soigneusement préparé par la maman, l'épouse ou la sœur, les soldats de la réserve sont partis simplement, sans fanfaronnade; mais bravement, à la française. Beaucoup riaient et

chantaient, d'autres s'attachaient seulement à dissimuler l'angoisse inévitable des séparations. Une foule immense les avait accompagnés pour leur témoigner sa sympathie et ses encouragements enthousiastes. Et cette multitude pleine de sang-froid était très belle.

LA GUERRE

5 août 1914. — Le monde vient de traverser une semaine tragique. La guerre européenne, la grande guerre appréhendée depuis tant d'années, et qu'on espérait toujours éviter, a commencé.

Il est intéressant maintenant, il est passionnant de reprendre les faits qui l'ont engendrée ou mieux qui y ont conduit.

De longue date, les puissances germaniques avaient mal accueilli la poussée que le slavisme avait réalisée durant la crise balkanique. La Serbie et le Montenegro s'étaient agrandis au détriment de la Turquie. En conquérant et en se partageant la Macédoine, — la Serbie, le Montenegro, la Grèce et la Bulgarie avaient ruiné le rêve ambitieux que Bismarck avait suggéré à l'Autriche, en 1878, lors du congrès de Berlin, celui d'arriver à l'Archipel par Salonique. L'Allemagne s'était sentie atteinte par répercussion.

On sait quelles difficultés l'Autriche avait soulevées, de 1912 à 1913, à la Serbie, à propos de Durazzo et de Saint-Jean-de-Medua, au Montenegro, à propos de Scutari. Elle accusait le cabinet de Belgrade de préparer, par sa propagande en Bosnie, en Croatie, en Dalmatie, en Carniole, le démembrement de l'empire austro-hongrois.

Subitement en juin 1914, l'archiduc héritier d'Autriche François-Ferdinand, et sa femme la duchesse de Hohenberg sont assassinés à Sarajevo. Immédiatement le gouvernement de Vienne voulut imputer ce double meurtre à la Serbie officielle. Ses journaux, comme d'ailleurs les journaux officiels de Berlin, réclamèrent une exécution militaire de l'Etat serbe. Au bout de quelques jours, la campagne avait paru pourtant s'assoupir, quand, au milieu de juillet, le comte Berchtold, le ministre des Affaires étrangères autrichien, lança à la

Serbie un véritable ultimatum : il réclamait une sorte d'immixtion dans les affaires du royaume.

Tout de suite, cette sommation parut très grave. Elle indiquait, comme l'on dit vulgairement, que l'Autriche cherchait une "affaire", et que l'Allemagne était derrière elle, et l'on put prévoir que la Russie défendant le slavisme dans la personne de l'Etat serbe et mettant en branle ses alliés, un formidable heurt européen se produirait.

La Russie, toutefois, conseillée peut-être par ses amis et alliés, exhorta la Serbie de faire toutes les concessions compatibles avec sa propre dignité. Mais le siège du ministre austro-hongrois à Belgrade, M. Giesl de Gieslingen était fait. Il quitta la capitale où il résidait.

En vain, l'Angleterre, avec un zèle louable s'efforça de préparer un rapprochement, de solidariser les grandes puissances qui n'avaient pas participé directement à ce conflit pour obtenir qu'une solution amiable fût adoptée. En vain, le roi George V engagea une conversation pressante avec Guillaume II. Le sort en était jeté. L'Allemagne, tout en se proclamant pacifique, voulait la lutte, — se croyait sûre du succès, — multipliait les préparatifs.

Le 28 juillet, par son ordre à coup sûr, l'Autriche déclarait la guerre à la Serbie qu'elle espérait écraser en un clin d'œil. Le 29, Belgrade était bombardée.

Les événements se déroulèrent alors selon le programme qui avait été prévu. L'Allemagne avait fait deux démarches comminatoires à Pétersbourg et à Paris pour réclamer la localisation du conflit, c'est-à-dire pour obtenir par l'intimidation que fût maintenu le tête-à-tête austro-serbe. Le 29, cependant, la Russie qui ne pouvait oublier sa grande responsabilité

devant les Slaves, mobilisait treize corps d'armée à la frontière autrichienne.

L'ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg, le trop fameux comte de Pourtalès, fit alors une nouvelle démarche. Il demanda des explications à M. Sazonof, comme si la Russie était l'initiatrice du conflit, et lui laissa quelques heures seulement pour démobiliser.

La France était demeurée très calme. L'ambassadeur allemand à Paris, M. de Schœn, s'agitait beaucoup. Le gouvernement de la République, tout en prenant de sages mesures, ne s'affectait pas outre mesure des provocations que nos voisins de l'Est multipliaient.

Mais Guillaume II ayant proclamé la menace de l'état de guerre, puis la mobilisation, le 1^{er} août, nous mobilisâmes à notre tour. Nous ne pouvions, en effet, nous laisser surprendre.

Le 1^{er} août, l'Allemagne déclarait la guerre à la Russie : le 2, sans nous avoir fait préalablement la même déclaration, elle violait la neutralité luxembourgeoise, préludant ainsi à une offensive générale. Le 3, elle se décidait à nous déclarer la guerre. Elle pouvait dès lors se rendre compte des formidables échecs que sa diplomatie subissait. Elle croyait que la Belgique lui ouvrirait sa frontière avec déférence et la Belgique résistait. Elle croyait que l'Angleterre demeurerait immobile, et l'Angleterre proclamait sa volonté de fermer la Manche aux flottes allemandes et de faire respecter les traités. Elle croyait que l'Italie serait à ses côtés contre nous et l'Italie proclamait sa neutralité.

Le 4, l'Allemagne violait la frontière belge et l'Angleterre lui déclarait la guerre tandis que les Chambres françaises votaient les crédits indispensables.



LE GÉNÉRAL PAU

Le général Pau, ancien généralissime, grand-officier de la Légion d'honneur, membre du Conseil supérieur de la guerre, est l'un des meilleurs stratèges de notre époque. A la suite d'une blessure grave reçue en 1870, il a perdu le bras droit.



LE GÉNÉRAL DE CASTELNAU

Le général Noël de Curières de Castelnau, membre du conseil supérieur du Comité d'état-major, commandeur de la Légion d'honneur, a derrière lui une belle carrière. C'est un tacticien dont la réputation s'étend au delà de la frontière.

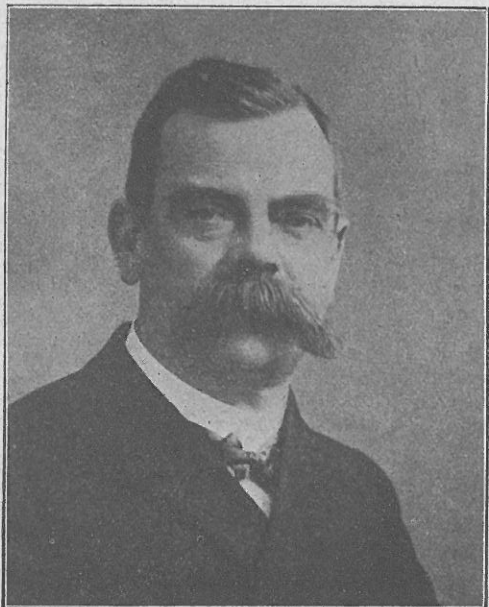
UN GRAND AMI DE LA FRANCE : S. M. ALBERT I^{er}Le roi Albert I^{er} qui s'est mis à la tête de ses troupes

Avant le départ des troupes belges pour le front, le roi a adressé à l'armée une proclamation vibrante : "Vaillants soldats, a-t-il dit, je vous salue au nom de la Belgique. Vous triompherez car vous êtes la force mise au service du droit. Gloire à vous, soldats

de la liberté, défenseurs de vos foyers menacés. Le monde entier est émerveillé de notre attitude loyale." Le roi des Belges, dont le monde entier admire la fière attitude, a succédé à son oncle Léopold II le 23 décembre 1909. Il est âgé de trente-neuf ans.

UNE UNION DÉFENSIVE DE LA SUISSE ET DES CINQ PETITS ÉTATS EUROPEÛENS DU NORD PEUT-ELLE SE NOUER ET S'EXERCER UTILEMENT?

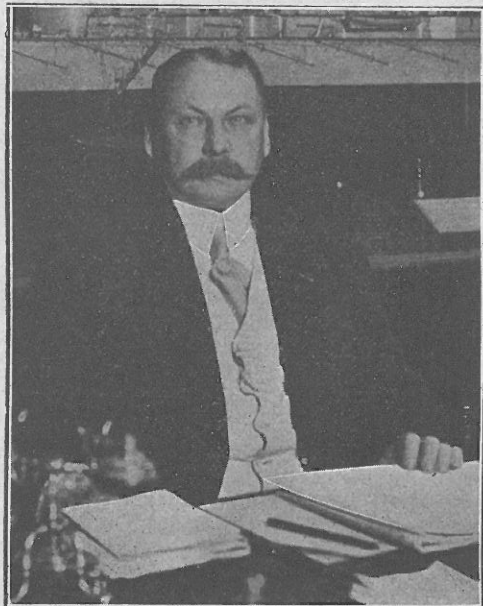
Depuis quelques semaines, il est question d'une pareille combinaison de forces qui aurait pour objectif la sauvegarde des puissances de second ordre contre les grandes puissances qui deviennent de plus en plus menaçantes pour elles.



M. DECOPPET
Ministre de la Guerre de la Suisse.

L'EUROPE verra-t-elle à plus ou moins bref délai se constituer une nouvelle combinaison diplomatique et militaire qui viserait non point à contrebalancer l'influence et le prestige des deux autres combinaisons, Triple Entente et Triple Alliance, mais à permettre aux petites puissances de défendre éventuellement leur neutralité et leur liberté contre les convoitises d'autrui ?

Des négociations, d'après certaines indications, seraient en cours. La Suisse, la Belgique, la Hollande, la Suède, le Danemark, la Norvège seraient entrées en communication à cet égard. Ils rechercheraient entre eux les moyens de se venir réciproquement en aide si l'un d'eux était attaqué. À cet effet, si une entente pouvait se nouer, ils s'attacheraient à unir leurs forces terrestres et navales.



M. RAMBONNET
Ministre de la Marine des Pays-Bas.

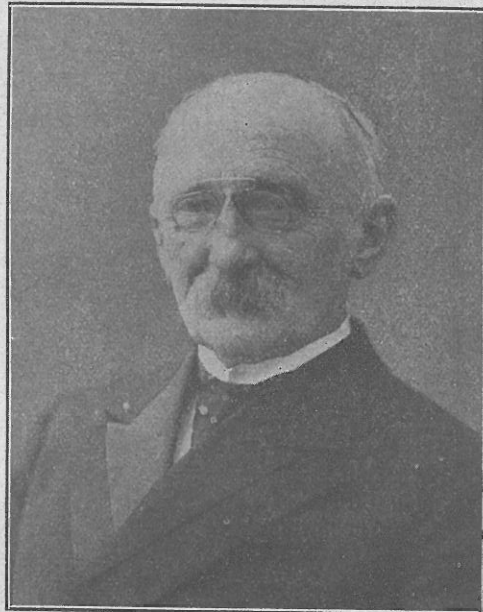
L'information vaut d'être discutée à tous points de vue. On doit même, en la discutant, se demander si les petits États énumérés, une fois rassemblés, pourraient se protéger utilement.

La question de droit est capitale en la matière; il faut donc, d'abord, l'examiner.

Ni la Hollande, ni la Suède, ni le Danemark, ni la Norvège, n'ont en Europe une situation particulière, mais il y a une neutralité belge et une neutralité suisse, et l'une et l'autre disparaîtraient si les pays qui sont revêtus de cette qualité spéciale adhéraient à une ligue armée, fût-elle strictement défensive. La Belgique et la Suisse attaquées par un ennemi quelconque ont le droit et le devoir de répondre à l'agression et d'y soustraire le plus possible leur territoire. Mais elles ne peuvent s'associer au sort d'un autre sans perdre le bénéfice de la couverture diplomatique qu'on leur a assignée.

Imaginez que la Hollande soit assaillie — mettons par l'armée allemande, — que la Belgique, en vertu de stipulations antérieures, se porte à son secours, elle s'expose elle-même aux coups de l'Allemagne, et comme une agression de l'empire germanique contre les Pays-Bas ne se conçoit qu'au milieu d'un grand conflit continental, voilà la Belgique prise dans le remous des batailles européennes.

La Belgique et la Suisse, théoriquement, pourraient s'adresser aux autres États de second ordre pour avoir leur concours, c'est-à-dire une garantie supplémentaire de leur neutralité. Mais comme ces États secondaires ne signeraient un pareil contrat que moyennant réciprocité et que cette réciprocité ne se peut produire, il n'y aura pas alliance. Donc, au point de vue juridique pur, le pacte défensif se conçoit entre la Suède, la Norvège, le Danemark et la Hollande, mais non entre ces quatre États et la Belgique et la Suisse. A moins que celles-ci ne se veuillent soustraire à la condition que le droit international leur a faite et qui est spécialement avantageuse pour elles.



M. OMHOLT
Ministre de la Défense nationale de Norvège.

ni la Belgique ni la Suisse n'ont vu leurs frontières violées en 1870.

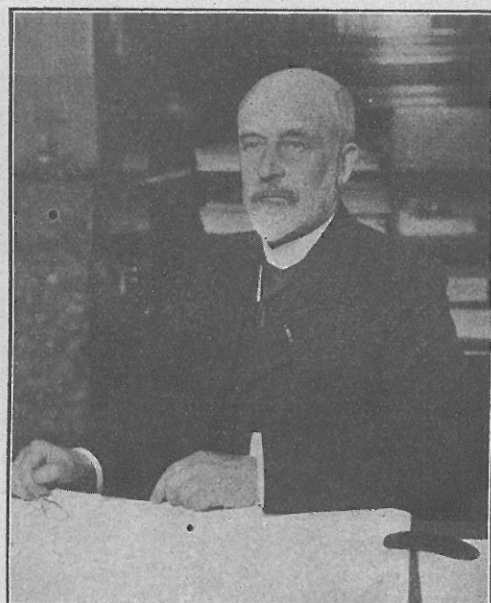
Ce point de droit épuisé, il y a le point de vue géographique.

Si les petits États secondaires dont il s'agit étaient juxtaposés et voulaient faire bloc contre un agresseur commun, ils auraient quelque poids, dans la balance européenne. Mais il n'en va pas ainsi.

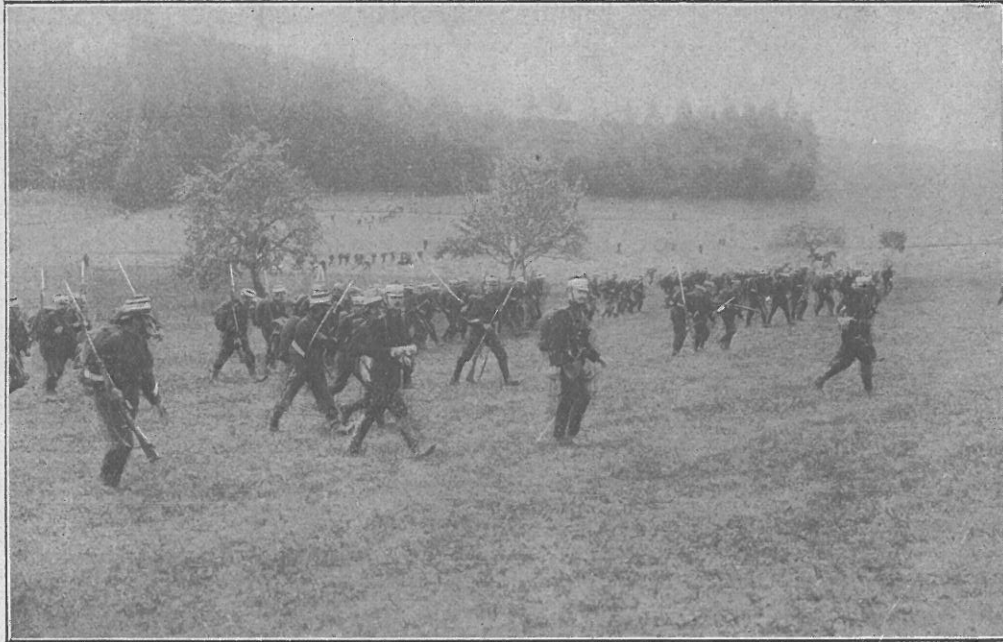
Les trois États scandinaves sont voisins les uns des autres. La Suède et la Norvège, qui ne formaient autrefois qu'un seul royaume, ont une frontière commune; l'une et l'autre ne sont séparées du Danemark que par un bras de mer. On conçoit donc qu'en cas de conflit continental, ils puissent associer leurs forces, mais encore faut-il, pour que le Danemark ne demeure point isolé, que la mer ne soit pas maîtrisée par une flotte ennemie.



M. DE BROQUEVILLE
Ministre de la Guerre de Belgique.



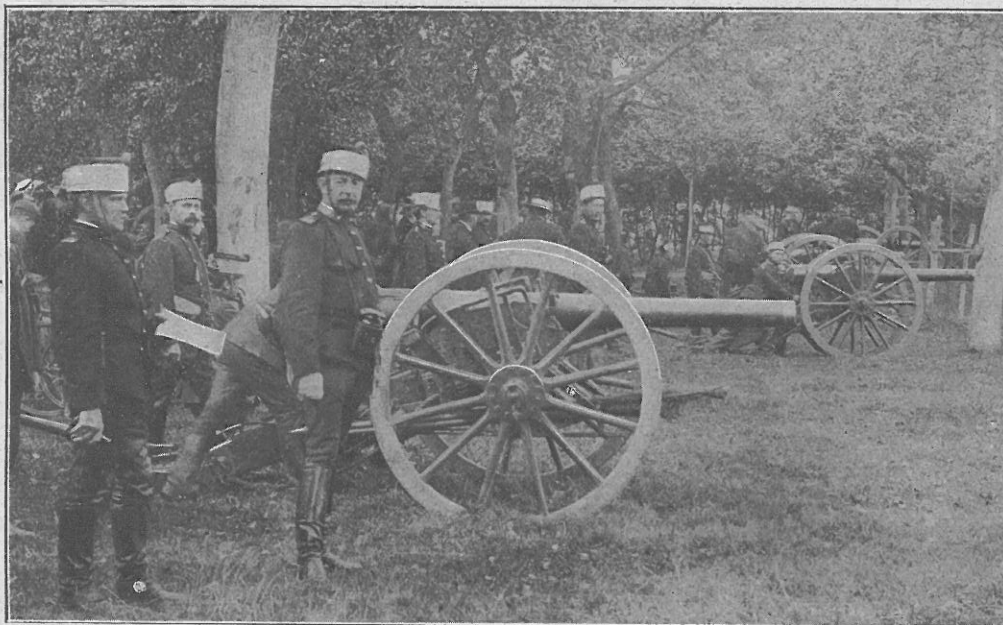
GÉNÉRAL BOSBOOM
Ministre de la Guerre des Pays-Bas.



INFANTERIE SUISSE EN MANŒUVRES



L'ARTILLERIE BELGE AU COURS D'UNE REVUE, A BRUXELLES



L'ARTILLERIE DE CAMPAGNE DES PAYS-BAS EN MANŒUVRES

La Belgique et la Hollande forment un autre bloc, de dimensions d'ailleurs beaucoup plus restreintes : elles pourraient se secourir l'une l'autre, mais elles seraient, et quoi qu'il advienne, séparées de la Suisse et elles ne communiqueraient que très malaisément avec les trois contrées scandinaves. Quant à la Suisse, elle pourrait sans doute se défendre assez commodément chez elle, et grâce aux énormes massifs montagneux qui hérissent son sol, mais elle serait privée de toutes relations avec les autres membres de l'union projetée. Elle ne pourrait pas plus leur venir en aide qu'attendre la leur.

Les conditions géographiques sont donc très peu favorables à la combinaison que nous discutons. D'autant plus défavorables qu'aucun des États intéressés ne dispose d'une marine puissante, et il en est même deux d'entre eux, la Belgique et la Suisse, qui n'ont pas de marine du tout.

Les six États ont d'ailleurs la fâcheuse fortune de se trouver ou dans l'Europe centrale ou dans une partie adjacente du continent.

Des contrées situées ou à l'extrême sud-ouest ou à l'extrême sud-est pourraient parfaitement échapper aux étreintes d'un conflit général. Par exemple, il serait fort compréhensible que si, demain, la guerre éclatait entre la Triple Entente et la Triple Alliance, ni la Grèce, ni le Monténégro, ni la Bulgarie n'en fussent affectés. Le Portugal et l'Espagne, de même, auront de fortes chances de demeurer totalement indemnes. Mais il n'en va pas de même de nos six États.

Par la force même des choses, quelqu'un des belligérants, Angleterre ou Russie, ou Allemagne, s'efforcera de prendre pied et sur le littoral danois et sur le littoral suédois, à proximité des Détroits. L'Allemagne a prévu de longue date l'invasion du Jutland, et le gouvernement russe a massé des contingents considérables en Finlande afin de tenter éventuellement un coup de main sur Stockholm et la région environnante. Et c'est même parce qu'il a pris ombrage de cette concentration que le roi de Suède réclame aujourd'hui une réforme intégrale de l'organisation militaire.

Mais le cas de la Belgique, de la Hollande et de la Suisse est plus clair encore. Ce n'est un secret pour personne qu'au début d'une guerre continentale, l'Allemagne enverrait une armée à l'embouchure de la Meuse, vers Rotterdam, pour conjurer un débarquement de l'armée anglaise de campagne, et une autre sur la haute Meuse, en tournant Namur, pour menacer la frontière française. Belges et Hollandais sont déjà quasi certains de voir leurs patries inondées de troupes étrangères.

Quant à la Suisse, il serait bien curieux qu'elle restât exempte d'invasion. Entourée par quatre grandes puissances, dont deux, Allemagne et Italie, seraient aux prises avec la quatrième, la France, comment ne serait-elle pas entraînée dans la grande bataille?

Donc les conditions de classement géographique sont contraires aux intérêts des petits États, mais plus elles seraient défavorables, plus ces petits États seraient incités à nouer une alliance défensive. Nous avons vu qu'ils ne pourraient faire bloc, étant séparés les uns des autres ou par la mer ou par de grandes puissances. Mais cette impossibilité ne suffirait pas à frapper d'avance de mort et de stérilité le projet de confédération. Nous allons voir que la capacité défensive de l'union supposée vivante et bien vivante ne saurait entrer en comparaison avec la capacité offensive des deux ligues qui se partagent l'Europe.

Envisageons successivement le temps de paix et le temps de guerre.

En temps de paix, la Triple Entente dispose d'un effectif évalué à 2.730.000 hommes, soit 780.000 pour la France, 250.000 pour l'Angleterre et 1.700.000 pour la Russie. Son contingent naval est de 4.052.000 tonnes, soit 782.000 pour la France, 900.000 pour la Russie et 2.370.000 pour la Grande-Bretagne.

La Triple Alliance, toujours en temps de paix, dispose de 1.588.000 soldats, soit 860.000 pour l'Allemagne, 424.000 pour l'Autriche-Hongrie et 304.000 pour l'Italie. La marine triplicienne est de 953.000 tonnes pour l'Allemagne, de 647.000 pour l'Italie, de 360.000 pour l'Autriche-Hongrie, en tout 1.960.000 tonnes. La Triple Entente paraît donc avoir une forte avance sur la Triple Alliance, mais ce n'est point là la question.

En dehors de la Triple Entente et de la Triple Alliance, et si l'on écarte l'« union », il ne reste plus que les États balkaniques (soit Bulgarie 60.000 hommes et 1.400 tonneaux, Roumanie 100.000 hommes et 6.000 tonneaux, Serbie 38.000 hommes et Grèce 25.000 hommes et 35.000 tonneaux, la Turquie 150.000 hommes et 60.000 tonneaux, l'Espagne 124.000 hommes et 73.000 tonneaux, et le Portugal 11.000 hommes et 22.000 tonneaux).

Nous arrivons à l'union projetée des six États. Deux d'entre eux, la Norvège et la Suisse, n'ont à proprement parler pas d'armée permanente, la durée du service actif y est trop réduite pour qu'on puisse signaler un contingent réel. La Belgique a sur pied de paix 47.000 hommes, la Hollande 23.000, le Danemark 10.000, la Suède 20.000. Il y a de plus quatre marines à additionner : la hollandaise avec 82.500 tonneaux, la danoise avec 33.000, la suédoise avec 67.500, la norvégienne avec 30.000. Nous avons donc là 100.000 hommes et 213.000 tonneaux. C'est peu.

Parlons du temps de guerre : la disproportion subsiste écrasante au préjudice de l'union.

La Triple Entente aligne en effet 13.580.000 hommes : 4.500.000 pour la France, 1.080.000 pour le Royaume-Uni, 8.000.000 pour la Russie.

La Triple Alliance peut rassembler 10.500.000 hommes, dont 5.000.000 pour l'Allemagne, 3.500.000 pour l'Autriche-Hongrie et 2.000.000 pour l'Italie.

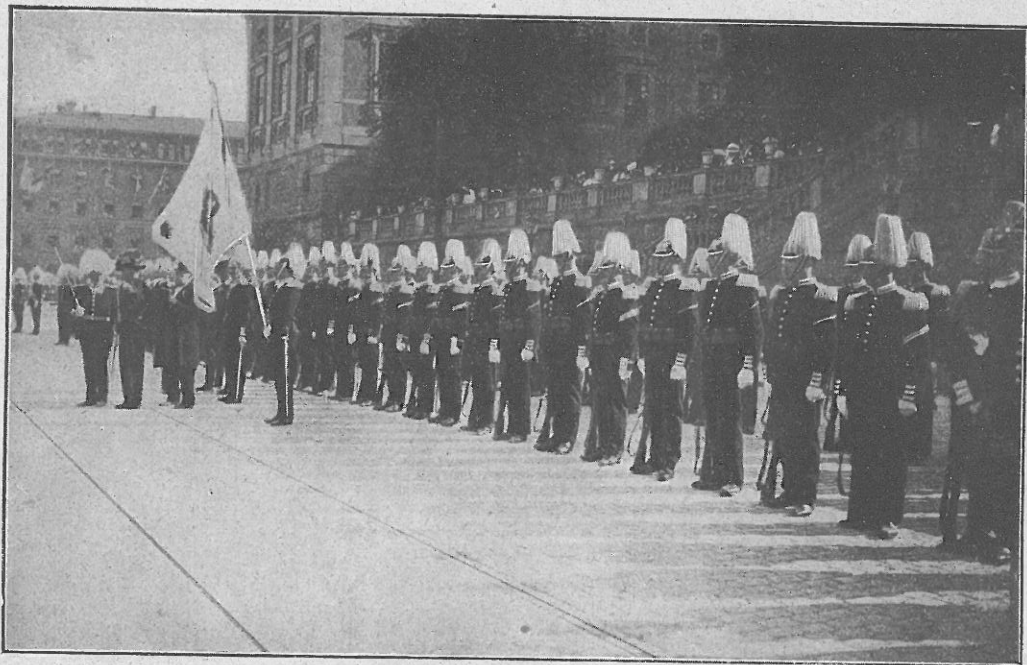
Entre ces deux masses énormes, l'union ferait piteuse figure. Nous avons 80.000 hommes pour la Belgique, 60.000 pour la Hollande, 80.000 pour le Danemark, 350.000 pour la Suède, 80.000 pour la Norvège, 350.000 pour la Suisse, en tout 1.000.000.

Au point de vue de la quantité, l'infériorité se révèle donc accablante. D'autant que chacun des six États aurait une armée trop faible en soi pour en envoyer une partie au secours d'un des autres États. Il est évident qu'en cas de conflit continental, l'Angleterre pourrait expédier 150.000 hommes en Belgique, en Hollande ou en Danemark et que l'Italie aurait licence de dépêcher 300.000 soldats pour seconder l'Allemagne. Mais comment les Danois, les Belges ou les Hollandais sortiraient-ils de chez eux? Si l'Italie attaque la Suisse, les Suédois ne sauraient venir en aide à l'Helvétie, et si l'Allemagne se rue sur le Jutland, les Norvégiens ne seraient que d'une piètre efficacité.

Reste la qualité. Suédois, Suisses, Danois se battraient peut-être bien chez eux, sur un terrain connu, mais leur service militaire, très court, ne les dresse pas à une campagne à longue échéance à l'étranger.

Pour toutes ces raisons, si l'union des six États peut se dresser comme une puissance morale, il semble bien malaisé qu'elle dispose d'une force matérielle importante.

P. I.



LA GARDE ROYALE SUÉDOISE A STOCKHOLM



SKIEURS DE L'INFANTRIE NORVÉGIENNE



INFANTRIE DANOISE DANS LES RUES DE COPENHAGUE



Les différents uniformes de l'armée austro-hongroise qui se trouve actuellement aux prises avec les vaillantes troupes serbes

(Composition inédite de Carrey.)

austro-hongroise qui, au cours de l'histoire, a connu plus de d'armée, la landwehr active y comprise. Le contingent annuel des valides, n'appartenant ni à l'armée ni à la marine, de dix-neuf à qua- L'armée austro-hongroise est formée d'éléments divers, en 7 trou

LA PANIQUE DU "BAS DE LAINE" FRANCO-ALLEMAND



LE RETRAIT, EN MASSE, DES FONDS DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS

Les premières nouvelles d'un conflit européen possible ont provoqué, dans tous les pays, une panique évidente parmi le public des classes moyennes qui considère la Caisse d'Épargne comme une sorte de bas de laine un peu plus productif d'intérêts que le bas de laine des

ancêtres. Aussi dès que les nouvelles devinrent inquiétantes, aussitôt, surtout, que les sociétés de crédit refusèrent d'accepter les billets de banque ou plutôt d'échanger la monnaie-papier contre la monnaie-métal, une ruée se manifesta aux portes de la Caisse d'Épargne.



LE RETRAIT, EN MASSE, DES FONDS DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE BERLIN

Si le képi à bande rouge de notre garde républicaine dut intervenir, aux abords de la Caisse d'Épargne de Paris, les casques à pointes des agents de la force publique n'eurent pas moins à faire aux approches de la Caisse d'Épargne de Berlin. La photographie, aussi

bien, que nous publions ci-dessus, en constitue le plus sûr garant. La foule n'est pas moins dense, l'inquiétude n'est pas moins certaine et le bas de laine allemand ne témoigne pas de plus de sérénité devant les événements, que le bas de laine français.

APRÈS DE REGRETTABLES PILLAGES L'ORDRE RÉGNE



UN RESTAURANT SACCAGÉ PAR DES MANIFESTANTS SUR LES BOULEVARDS

La nouvelle que les Allemands avaient violé la neutralité du Luxembourg a soulevé à Paris une telle indignation que des manifestations se sont produites. La plupart des restaurants dits "Viennois" ont été saccagés avec une véritable furie, la police ne

se décidant que tardivement, et d'ailleurs mollement, à intervenir. Après l'assaut de magasins qui furent littéralement mis à sac, on dut reconnaître que, dans l'excès de leur fureur destructive, les manifestants s'étaient attaqués à plusieurs établissements français.



DES PATROUILLES DE SOLDATS CIRCULENT DANS PARIS POUR MAINTENIR L'ORDRE

Pendant la guerre, les Parisiens seront bien gardés et l'ordre régnera dans la capitale. Depuis le lundi 3 août l'état de siège a été déclaré; des patrouilles d'infanterie et de gardes républicains circulent dans les rues, empêchant désormais toute manifestation de quel-

que côté qu'elle vienne. Les rares tramways et le métro qui assurent encore le transport des voyageurs s'arrêtent à huit heures du soir et les cafés doivent être fermés à la même heure. Les soldats restent maîtres des rues; les Parisiens peuvent dormir tranquilles.

LES MANIFESTATIONS POPULAIRES A PARIS



LA FOULE ACCLAME M. POINCARÉ A SON RETOUR DE RUSSIE

Paris a fait preuve constamment d'un sang-froid et d'un calme dignes des plus grands éloges, car la rue a donné aux individus l'exemple de la sagesse, de la décision et de la modération à la fois. En dehors des piteuses manifestations antimilitaristes, têt réduites

au silence et dont il convient de parler seulement pour mémoire, un seul et quadruple cri a jailli de la vaste poitrine de Paris : Vive la France ! Vive la Russie ! Vive l'Angleterre ! Vive Poincaré ! Il fut jeté aux échos de la gare du Nord, lorsque le Président revint de Russie.



LE LANDAU DU PRÉSIDENT PASSE DEVANT LA GARE DU NORD

Voici un probant témoignage de l'accueil qui fut réservé au Président de la République à son retour de Russie, où il venait d'affirmer l'union indéfectible de la République Française et de l'Empire des tsars : union, à la fois, de deux politiques et de deux peuples serrés

devant le péril commun. Parmi les clameurs de tout une masse, le landau présidentiel avançait, encadré de cuirassiers et de quelques enthousiastes qui suivaient le trot des chevaux. Mais, tout en saluant, M. Poincaré et M. Viviani conservaient un visage soucieux

LES MANIFESTATIONS POPULAIRES, A BERLIN



LES ÉTUDIANTS ALLEMANDS MANIFESTENT CONTRE LA RUSSIE

Les manifestations allemandes n'eurent qu'un rapport lointain avec les manifestations françaises et marquèrent tout de suite un état de surexcitation que la population française ne montra à aucun moment dans les premières heures angoissantes nées de nouvelles contra-

dictoires. Ce mouvement nerveux se traduisit chez les étudiants berlinois. En masse, ils manifestèrent contre la Russie et portèrent l'écho de leurs sentiments jusque devant l'ambassade russe. Voici un groupe bruyant de ces étudiants dans les rues de Berlin.

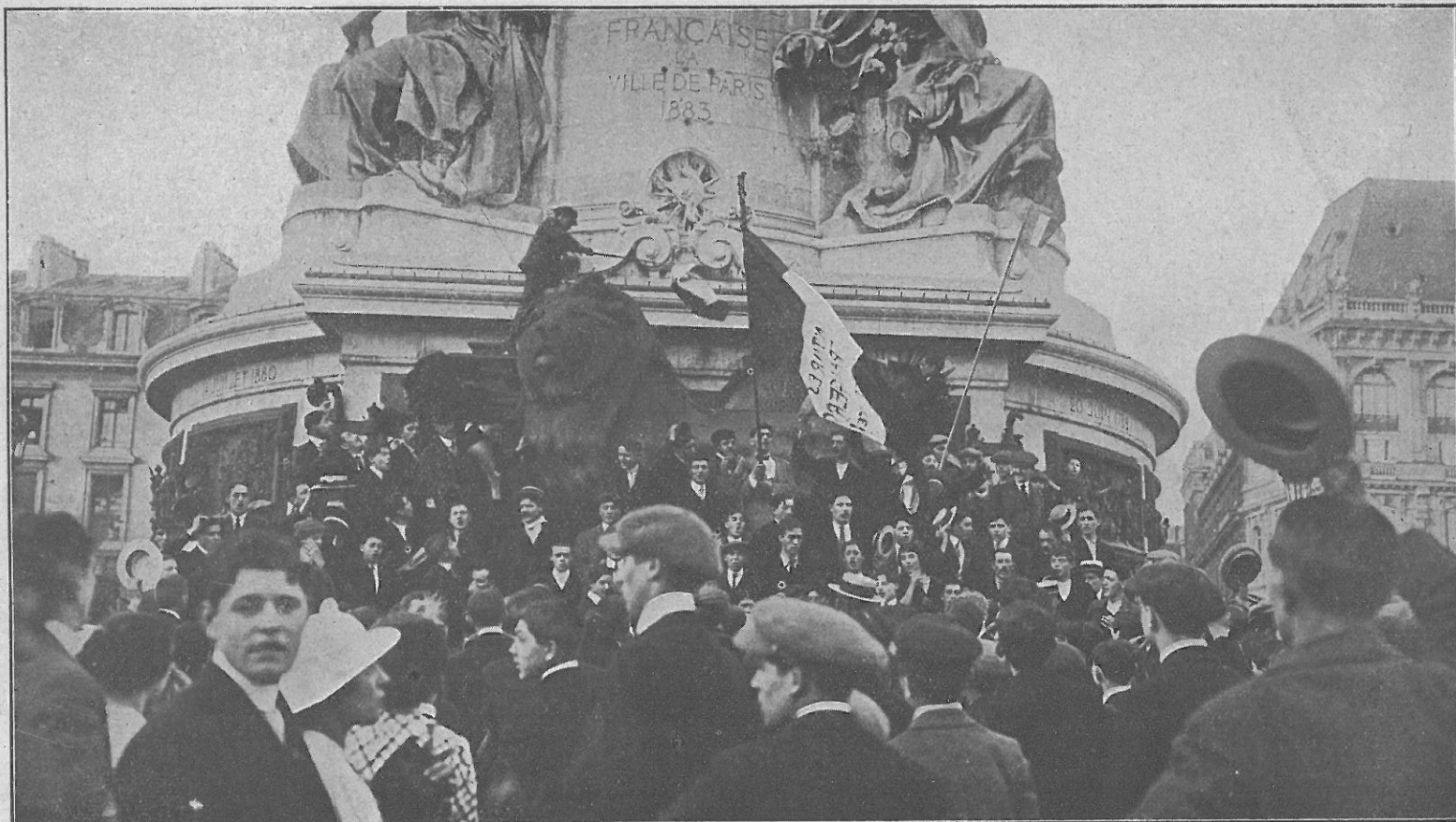


LES MANIFESTANTS EN MARCHÉ DANS LA VILLE

Il serait assez difficile, devant un tel document, de proclamer que la manifestation contre l'ambassade de Russie et, par conséquent, contre le gouvernement du tsar, fut le fait de quelques "braillards". La foule, ici, est dense, compacte, active et ne semble pas autre-

ment inquiétée par une police dont les répliques sont connues pour leur sévérité. Aussi bien la manifestation anti-russe d'étudiants berlinois fut-elle si violente que le gouvernement allemand dut s'empresser de faire présenter des excuses au gouvernement russe.

LE PARIS PITTORESQUE DE LA MOBILISATION



LES TCHÈQUES ACCLAMENT LA FRANCE PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

Tandis que les autorités militaires austro-hongroises éprouvaient les plus grandes difficultés à faire marcher contre les Serbes les Tchèques de Bohême, la colonie tchèque de Paris nous témoignait sa sympathie en acclamant notre armée et le nom de la France

devant la statue de la République. Des Roumains, des Suisses, des Italiens, des Alsaciens et nombre d'autres étrangers établis depuis longtemps à Paris se sont également ralliés à notre cause en demandant à servir sous le drapeau tricolore à titre de volontaires.



LA RÉQUISITION DES VÉHICULES ET DES CHEVAUX A LATOUR-MAUBOURG

Aux premiers jours de la mobilisation, la caserne de Latour-Maubourg offrait un spectacle des plus pittoresques. La cour était encombrée des véhicules les plus hétéroclites, depuis les lourds camions de déménageurs jusqu'aux plus somptueuses limousines.

Les chevaux étaient, eux aussi, d'origines très diverses. Le beau boulonnais à l'encolure puissante voisinait avec le percheron pommelé et le cheval de fiacre à la silhouette plus fine. Avec ordre et méthode chacun recevait son harnachement et sa destination.

LES MANIFESTATIONS A VIENNE ET A BELGRADE



LA FOULE VIENNOISE CONTEMPLER LE COMTE BERCHTOLD SORTANT DU MINISTÈRE DE LA GUERRE

On nous a dépeint, à travers le réseau de fils télégraphiques asservis, la population viennoise follement enthousiaste de la guerre entreprise par l'armée hétérogène d'Autriche-Hongrie contre la minuscule mais homogène armée serbe. On nous a dit les cris belliqueux,

les chapeaux levés, les "couleurs" claquant au vent de la rue et du patriotisme. Or, voici un fait : la population viennoise assiste, devant le ministère de la Guerre, à la sortie du comte Berchtold, artisan des tragiques événements. Et pas un chapeau ne se lève.



LA FOULE SERBE MANIFESTE DEVANT LA LÉGATION BRITANNIQUE A BELGRADE

Avant que les centres diplomatiques fussent transférés de Belgrade à Nisch, une manifestation formidable eut lieu devant la légation britannique. Ce fut, en effet, cette légation, que d'instinct, le mouvement populaire désigna aux acclamations. On se rendit compte de

l'effort que tentait sir Edward Gray, ayant, derrière lui, l'opinion anglaise tout entière, pour le maintien, sans faiblesse, d'une paix évidemment précaire, et la population de la capitale serbe tint à en manifester patriotiquement sa reconnaissance à la nation britannique.

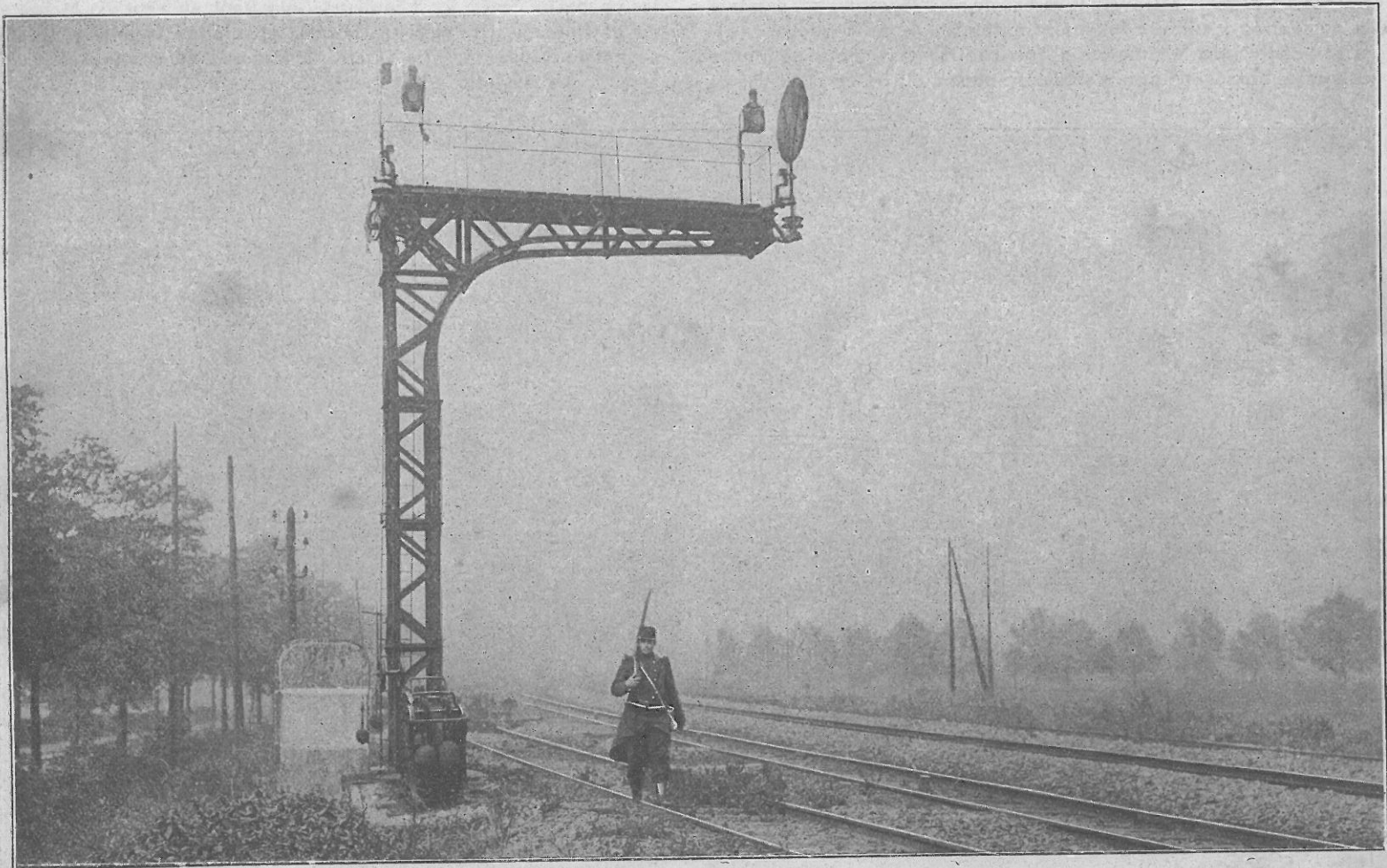
LA RÉPERCUSSION : DE L'EST A L'OUEST ON VEILLE



LA GARDE DES VOIES FERRÉES EN TERRITOIRE SERBE

Les chemins de fer serbes sont gardés, dans leur voie unique, par des sortes de miliciens, soldats volontaires de quelque arrière-ban de la nation armée. Celui-ci, mal équipé, veille, sentinelle du panslavisme, dressée de toute la hauteur aiguë de sa baïonnette, contre les

incursions du pangermanisme. Et des femmes, derrière ce demi-vieux, sont prêtes, avec des enfants, dans des villages qu'on ne voit pas, à faire pour l'unité du pays, le coup de feu contre l'armée des sujets, ennemis entre eux, du vieil empereur François-Joseph.



LA GARDE DES VOIES FERRÉES EN TERRITOIRE FRANÇAIS

Dès le premier jour où une menace quelconque s'est manifestée envers nous, nos voies ferrées ont été gardées militairement. L'aspect des chemins de fer n'est point le même chez nous qu'en territoire serbe : les réseaux y sont multipliés, les signaux y appa-

raissent perfectionnés et ce n'est point, au premier jour, contre l'étranger que la mesure militaire fut prise, mais bien contre le possible sabotage venant d'un infime ennemi intérieur — composé en majeure partie d'étrangers. — N'importe, ici comme là, on veille!...